

Changement climatique

♦ **Changement climatique et aspects économiques et sociaux** : Le Parlement européen a adopté, le 10 avril dernier, une résolution sur le Livre vert de la Commission "Adaptation au changement climatique en Europe : les possibilités d'action de l'Union européenne" (COM(2007)0354). Il y demande, notamment : à la Commission, de réaliser une étude des aspects économique de l'adaptation, ainsi qu'une évaluation des répercussions sur l'emploi "tant dans les secteurs en expansion que ceux en récession" (5), d'œuvrer à la préparation d'une base de données européenne commune permettant de mesurer comment les groupes sociaux et les patrimoines naturels et culturels seraient affectés (6), d'élaborer des stratégies intersectorielles cohérentes (34) ; au Conseil, de prendre sans retard une décision sur la proposition présentée en 2005 par la Commission de règlement instituant un fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE) en cas de catastrophes ou de situations de crises graves. Il souligne, également, la nécessité de rationaliser la gestion de la ressource en eau (30) ; voir ci-après.

Livre vert sur http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007_0354fr01.pdf

♦ **Biocarburants** : Le comité scientifique de l'Agence européenne pour l'environnement (EEA, 27 Etats membres de l'UE plus l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suisse et la Turquie), dans un avis du 10 avril dernier, appelle à suspendre l'objectif de 10% de biocarburants d'ici 2020 retenu dans le "plan d'action global" adopté par le Conseil européen du printemps 2007 (voir bulletin 213). Le rapport juge l'objectif "excessivement ambitieux" et estime que c'est "une expérience dont il est difficile de prévoir les effets fortuits et qui est difficile à contrôler". Il demande, par conséquent, qu'une étude plus complète soit réalisée sur les risques environnementaux et les avantages des biocarburants avant de fixer "un nouvel objectif de long terme plus modéré si la durabilité ne peut pas être garantie".

De son côté, le Conseil informel des ministres de l'environnement de l'UE, du 14 avril dernier, a demandé au groupe *ad hoc* du Conseil de produire, pour le 7 mai prochain, des critères universels, probants, précis, garantissant la durabilité et n'entravant pas la concurrence pour la production de biocarburants.

♦ **Gestion de l'eau en Europe** : Le Comité des Régions (CdR) a adopté, le 10 avril dernier un rapport intitulé "Faire face aux problèmes de rareté de la ressource en eau et de sécheresse dans l'UE". La question de la solidarité entre les régions au sein d'un même Etat membre ou d'Etats membres différents en matière d'approvisionnement en eau était au coeur des débats. On retiendra, notamment, que l'avis adopté recommande que les transferts de ressources et autres échanges soient organisés dans chaque Etat membre, que la solidarité européenne ne soit mise en oeuvre qu'en dernier ressort et à la condition que les politiques d'économie, d'utilisation rationnelle et de gestion efficaces soient respectées. L'avis retient, par ailleurs, que la tarification de l'eau doit prendre en considération "quatre paramètres essentiels : l'incitation à une utilisation plus efficace de l'eau par les usagers, l'incidence des tarifs sur les économies, les disparités géographiques, ainsi que la variété de la situation des infrastructures et des modalités de l'organisation des services publics".

Climate change

♦ **Climate change and economic and social aspects**: On 10th April 2008 the European Parliament adopted a resolution on the Commission's Green Paper entitled "Adapting to climate change in Europe: options for European Union action" (COM (2007) 0354). In this resolution the Parliament calls on the Commission, in particular: to conduct a study on the economic aspects of the adaptation, as well as an assessment on the impact it would have on employment "in both expanding and slowing down sectors" (5), to work towards the preparation of a common European database which will make it possible to evaluate how social groups as well as natural and cultural heritage would be affected (6), to develop coherent inter-sector strategies (34), and calls on the Council to, without delay, take the decision on the regulation proposal put forward in 2005 by the Commission to establish a European Union Solidarity Fund (EUSF) to help countries in the event of disasters or serious crises. It stresses also the need to streamline the management of water resources (30); (see below).

The Green paper available at : http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2007/com2007_0354en01.pdf

♦ **Biofuels**: The Scientific Committee of the European Environment Agency (EEA, 27 EU member states plus Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland and Turkey), in a note dated 10 April 2008, calls for the suspension of the 10% biofuels target by the year 2020, retained in the "action plan" adopted by the European Council in spring 2007 (see Bulletin 213). The report considers the goal "excessively ambitious" and is of the view that it is "an experiment whose fortuitous effects are difficult to predict and difficult to control." It therefore, calls for a more comprehensive study to be carried out on the risks the environment and on the benefits of biofuels before setting up "a new long-term goal which should be more moderate if sustainability cannot be guaranteed."

Meanwhile, on its part, the Informal Council of Environment Ministers of the EU, which met on 14th April 2008, has asked the Council's *ad hoc* group to lay out, by 7th May 2008, universal conclusive and accurate criteria, that would guarantee sustainability and will not impede competition in the production of biofuels.

♦ **Water management in Europe**: The Committee of the Regions (CoR), on 10th April 2008, adopted a report entitled "Coping with the problems of scarcity of water resources and drought in the EU". The question of solidarity between regions within a single Member State or in different Member States as regards water supply was at the heart of the debate. It will be noted the adopted view recommends that the transfer of resources and other exchanges should be conducted within each Member State, that European solidarity be implemented only as a last resort and on condition that policies on the economical and on the rational use of water and on its effective management are met. The opinion, further notes that water pricing must take into account "four key parameters: the incentive for more efficient use of water by customers, the impact of rates on economies, geographical disparities, as well as the differences regarding the situation of infrastructures and rules for the organisation of public services. "

Galileo

Le conseil des ministres des transport de l'UE est parvenu, le 7 avril dernier, à dégager une orientation générale sur la proposition de règlement qui définit les principes de mise en oeuvre des phases de déploiement et d'exploitation du système européen de navigation par radio satellite, Galileo. Le rôle de l'Autorité de surveillance (GSA) a été réduit, la Commission européenne est seule responsable de la gestion du programme, l'Agence spatiale européenne en est le maître d'oeuvre, un panel inter institutionnel (GIP), qui se réunira quatre fois par an, assurera l'échange d'informations entre le Parlement et le Conseil (3 représentants chacun) et la Commission (1 représentant). Aux termes du nouveau règlement, le montant financier alloué à Galileo pour la période 2007/2013 est fixé 3,4 milliards d'euros. Le Parlement devrait adopter le règlement lors de sa session des 21/24 avril prochains.

Notons, par ailleurs, que la mise en oeuvre du programme doit encore faire l'objet d'un contrat pluriannuel entre l'Agence spatiale européenne et la Commission européenne (voir également les bulletins 219, 221, 224, 225, et 228) et qu'un deuxième satellite test du programme va lancé le 27 avril depuis le Kazakhstan.

Consultations publiques

♦ **Marco Polo** : La deuxième phase du programme Marco Polo de financement de projets destinés à permettre le transfert du transport routier vers d'autres modes de transport ne rencontrant pas le succès escompté par la Commission européenne, celle-ci lance une consultation publique pour connaître les aménagements qui seraient nécessaires. Consultation ouverte jusqu'au 30 mai.

<http://ec.europa.eu/transport/marcopolo/ipm/consultation.htm>

♦ **Recours collectif face à des entente et des abus de position dominante** : Partant du constat que les victimes (citoyens ou entreprises) d'infractions aux règles de concurrence communautaires n'obtiennent que rarement réparation des dommages subis, le plus souvent en raison des obstacles juridiques et procéduraux dans les Etats membres, la Commission européenne vient de lancer une consultation publique sur la base d'un "Livre blanc sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles sur les ententes et les abus de position dominante" (COM(2008) 165). La consultation est ouverte jusqu'au 15 juillet 2008

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0165:FIN:FR:PDF>

Cour de justice

Marché public : Dans un arrêt du 8 avril dernier, la Cour de justice dit que l'Italie ne pouvait déroger au droit communautaire de passation de marchés publics pour l'achat d'hélicoptères destinés à différents services du gouvernement. Ces hélicoptères ayant une destination essentiellement civile, l'Italie ne peut invoquer l'argument de la sécurité nationale pour passer des marchés en dehors de tout appel d'offres ouvert, public et transparent (affaire C-337/05).

Emploi

Selon un rapport publié le 12 mars dernier par l'Institut syndical européen pour la recherche, l'éducation et la santé-sécurité (ETUI-REHS), si l'emploi augmente, cette augmentation est due à la créations d'emplois sortant des normes et, simultanément, les salaires stagnent ou reculent.

Galileo

The Council of transport Ministers of the EU, on 7th April 2008, reached a general agreement on the way forward regarding the proposed regulation which sets out principles for implementation of deployment and operation phases of the global navigation and positioning satellite system, Galileo. The role of the Supervisory Authority (GSA) has been reduced, the European Commission is sole responsible for the management of the programme, the European Space Agency is the project manager, an inter-institutional panel (GIP), which shall meet four times a year, ensures information exchange between Parliament and the Council (3 representatives each) and the Commission (1 representative). Under the new regulation, the amount of money allocated to Galileo for the period 2007/2013 is fixed at 3.4 billion euros. The Parliament is to adopt the regulation at its 21/24 April meeting.

We note, further, that the implementation of the programme is still to be examined under a multi-year contract between the European Space Agency and the European Commission (see also bulletins 219, 221, 224, 225 and 228) and that a second satellite test of the programme will be launched on 27th April from Kazakhstan.

Public consultations

♦ **Marco Polo**: Since the second phase of Marco Polo programme for financing projects to enable the transfer of road transport to other modes of transport is not meeting the expected success by the European Commission, the Commission has launched a public consultation to find out what necessary modifications would be required. Consultation is open until 30th May.

<http://ec.europa.eu/transport/marcopolo/ipm/consultation.htm>

♦ **Joint action against breach of the EC antitrust rules**: Given the fact that the victims (citizens or companies) of infringements of competition rules only rarely get compensation for the harm caused, mostly due to legal and procedural obstacles in Member States, the European Commission has launched a public consultation on the basis of a "White Paper on Damages actions for breach of the European Community antitrust rules" (COM (2008) 165).

The consultation is open until July 15, 2008.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0165:FIN:EN:PDF>

Court of Justice

Public procurement: In a ruling dated 8th April, the Court of Justice said that Italy could not derogate from Community law regarding the awarding of public contracts for the purchase of helicopters for various government services. For these helicopters, whose intended use is mainly civilian, Italy cannot invoke the argument of national security in order to award contracts without any open, public and transparent call for tenders, (Case C-337/05).

Employment

According to a report published by the European Trade Union Institute for Research, Education and Safety (ETUI-REHS), on 12th March 2008, if employment goes up, this rise is due to exceptional creation of non-normative jobs and, at the same time, wages stagnate or decline.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.